

Le Rwanda va enquêter sur l'implication française

Le Nouvel Observateur, 4 août 2004

Le gouvernement rwandais a indiqué qu'une « commission indépendante » allait enquêter sur « l'implication de la France dans le génocide perpétré au Rwanda en 1994 » et ayant fait au moins 800.000 morts.

Dix ans après les massacres, le Rwanda va tenter de prouver « *l'implication de la France dans le génocide* » qui avait fait en 1994 quelque 800.000 morts, alors que Paris vient de se féliciter du « *nouvel état d'esprit* » dans ses relations avec Kigali.

Une « *commission* » rwandaise, qualifiée d'« *indépendante* », sera en charge de ce dossier explosif, indique dimanche 1^{er} août un communiqué du gouvernement rwandais.

Réuni vendredi sous la direction du président Paul Kagame, « *le conseil des ministres a adopté le projet de loi organique portant création de la commission nationale indépendante chargée de rassembler les preuves de l'implication de la France dans le génocide perpétré au Rwanda en 1994* », indique le texte.

Rédigé en langue nationale, le Kinyarwanda, le communiqué ne précise pas la composition de la commission, mais est clair sur sa mission : « *rassembler les preuves de l'implication* », considérant ainsi que cette "implication" est déjà un fait avéré.

La France est régulièrement accusée par l'actuel régime rwandais dominé par la minorité tutsie d'avoir entraîné et armé les auteurs du génocide, issus de la majorité hutue. Paris a toujours démenti toute implication dans le génocide.

Le ministre rwandais des Affaires étrangères Charles Murigande a de son côté affirmé dimanche à Kigali que la France était prête « *à accepter une part équitable du blâme* » pour ce qui s'est passé lors du génocide au Rwanda.

Lors d'une rencontre mercredi dernier à Pretoria entre le ministre français des Affaires étrangères Michel Barnier et M. Murigande, « *le ministre Barnier a affirmé qu'il était 'prêt à accepter une part équitable du blâme'* », a déclaré le ministre rwandais.

“Partager un travail de mémoire”

« *Il (Barnier) a également affirmé que la France n'était pas prête à accepter un rôle exagéré. D'où la nécessité d'établir exactement quel était le rôle de la France, quel a été son comportement, ce qu'elle a fait* », a-t-il ajouté.

« *Cette commission a donc été mise en place pour établir cela* », a-t-il souligné. Interrogé sur la composition de la commission, il a affirmé que les

membres n'avaient pas encore été nommés. « *Il faut d'abord que la proposition de loi soit présentée au parlement. Une fois que le parlement l'aura adoptée, on abordera la question de la composition* », a-t-il poursuivi.

Mercredi dernier à Pretoria, le ministre Barnier, à l'issue d'une rencontre avec son homologue rwandais, s'était félicité de la décision de Paris et Kigali de « *partager un travail de mémoire* » sur le génocide rwandais.

« *Nous avons évoqué les moyens d'améliorer et de normaliser les relations entre le Rwanda et la France après un certain nombre de malentendus et nous sommes d'accord pour travailler dans un nouvel état d'esprit et partager un travail de mémoire sur le génocide* », avait déclaré M. Barnier.

Pas d'excuses

A ce jour, la France est le seul pays parmi ceux pointés du doigt par Kigali pour leur comportement pendant

le génocide à n'avoir pas présenté d'excuses, ni demandé pardon au peuple rwandais.

Les dixièmes commémorations du génocide, en avril dernier, avaient en outre donné lieu à de nouvelles et virulentes attaques contre la France de la part des autorités rwandaises, provoquant même un incident diplomatique avec le départ anticipé de la cérémonie du secrétaire d'Etat français aux Affaires étrangères, Renaud Muselier.

Lors de son discours au stade de Kigali, le président Paul Kagame avait accusé les Français d'avoir « *sciemment entraîné et armé les troupes gouvernementales et les milices qui allaient commettre un génocide* » et d'avoir « *l'audace de rester là sans s'excuser* ».

M. Muselier avait pour sa part qualifié « *d'inacceptables, humiliants et mensongers* » les propos du président Kagame. « *Il existe des responsabilités individuelles et collectives mais le temps permettra d'écrire l'histoire en toute objectivité* », avait-il espéré.